



Une Planète, Un Foyer

*Une Perspective Bahá'íe sur une
Nouvelle Définition des Rapports de
l'Humanité avec le Monde de la Nature*

Une déclaration de la Communauté internationale bahá'íe



« Cette étendue de terre n'est qu'une seule patrie et une seule demeure. Il vous appartient d'abandonner toute vaine gloire, source d'aliénation, et de tourner vos cœurs vers tout ce qui garantit l'harmonie. »

— *Bahá'u'lláh*

LE MONDE DE LA NATURE, dans toute sa splendeur et sa majesté, livre de profondes connaissances sur l'essence de l'interdépendance.

De la biosphère dans son ensemble au plus petit micro-organisme, il démontre à quel point toute forme de vie est dépendante de nombreuses autres, et comment les déséquilibres dans un seul système retentissent à travers un tout interconnecté.

Intimement intégré à ce plus grand système et profondément dépendante de lui, l'humanité fait face à un paradoxe grandissant de plus en plus jour après jour. D'une part, l'espèce humaine n'a jamais eu autant de pouvoir de façonner le monde physique à l'échelle planétaire—un développement que certains ont désigné d'anthropocène. C'est un témoignage de notre ingéniosité et de notre créativité collectives, ainsi que du potentiel illimité qui s'offre à nous. D'autre part, ce même pouvoir, quand il n'est pas modéré par une réflexion approfondie et qu'il est dirigé par des priorités qui ne tiennent pas compte du bien commun présent et futur, entraîne des conséquences non seulement de portée mondiale mais potentiellement irréversibles.

Tandis que les graves effets du dépassement des limites de la planète sont de plus en plus évidents, du changement climatique à la perte de biodiversité en passant par la dégradation environnementale et la pollution, l'humanité est forcée de développer des relations plus matures, plus collaboratives et plus constructives entre ses peuples et avec le milieu naturel.

La réflexion sur les questions environnementales a nettement progressé depuis l'événement de la conférence des Nations unies sur l'environnement humain tenue en 1972. Les progrès réalisés au cours du dernier demi-siècle, qu'ils soient scientifiques, juridiques ou institutionnels, sont un motif de confiance et une source d'espoir pour l'avenir. Aujourd'hui, toutefois, cette compréhension plus accrue doit être traduite en action bien plus rapidement et à des échelles beaucoup plus grandes. Des changements radicaux dans l'organisation et le fonctionnement des affaires humaines sont devenus un impératif existentiel, nécessaire et inévitable. La question qui se pose aux pays et aux dirigeants du monde est de savoir si les mesures nécessaires seront prises par choix conscient et par prévention ou si elles seront provoquées par la destruction et la souffrance causées par l'intensification de la dégradation de l'environnement.

LA TUTELLE DU MONDE DE LA NATURE

Les êtres humains exercent, sur le monde de la nature, un niveau d'influence qui est unique parmi toutes les formes de vie sur la planète. Parfois, cela a été interprété comme une justification d'une tendance tournée vers la maîtrise et le contrôle de la nature, étayée par des notions de propriété et de domination. Alors que de plus en plus de personnes sont arrivées à reconnaître l'interconnexion de l'humanité avec l'environnement et sa dépendance envers lui, elles ont toutefois accepté le fait que notre impact singulier s'accompagne du devoir inévitable de prendre soin et de protéger le monde de la nature.

Chacun de nous qui arrivons dans le monde est tributaire de l'ensemble. Chacun en retour porte une part de responsabilité dans le bien-être de tous et de la planète dont nous dépendons. Ce sentiment de tutelle englobant le monde entier ne cherche pas à éliminer l'impact de l'humanité

sur le monde de la nature. Les ressources naturelles seront toujours nécessaires pour soutenir et faire avancer la civilisation. Le but est plutôt d'orienter cet impact consciemment, avec créativité et compassion.

Alors que nous apprenons à utiliser les matières premières de la Terre pour le bien de tous, nous devons être conscients de nos attitudes envers la source de notre subsistance. Nos activités doivent refléter le fait que les richesses et les merveilles de la Terre sont le patrimoine commun de tous les peuples, qui méritent un accès juste et équitable à ses ressources. Nos choix doivent témoigner d'une perspective intergénérationnelle dans laquelle le bien-être des futurs habitants est pris en compte à tous les niveaux de prise de décision. Et en cette période turbulente de l'histoire de l'humanité, nos activités doivent être de plus en plus tempérées par la sagesse et le jugement qui viennent avec une maturité grandissante.

« Y a-t-il une seule action au monde qui serait plus noble que de servir le bien commun ?... Non, par le Seigneur Dieu ! »

— *Écrits saints bahá'ís*

Un seul peuple dans une seule patrie mondiale

En partant d'une perspective suffisamment large pour englober la planète dans son entièreté, l'humanité ne peut être perçue que sous l'angle d'un seul peuple vivant dans une patrie mondiale. La conscience de cette unicité, exprimée par des relations de justice, constitue le seul fondement sur lequel des sociétés durables peuvent être érigées.

Chaque peuple, à sa manière, célèbre la beauté et la grandeur toujours abondantes de la nature. Les traditions de chaque culture rendent hommage à cet héritage précieux qui subvient non seulement aux besoins physiques du corps, mais aussi aux qualités transcendantes de l'esprit. La tâche de bâtir un monde durable et prospère renferme la promesse de fournir un point d'unité non seulement dans un effort partagé mais également dans une célébration joyeuse.

Reconnaître l'unicité de l'humanité n'implique pas de faire disparaître les diverses formes d'expression, de culture ou d'organisation sociale. Le principe de l'unité contient en lui-même le concept essentiel de diversité ; c'est d'ailleurs ce qui le distingue de l'uniformité. Dans le monde de la nature, les systèmes se développent grâce à l'interaction d'éléments très diversifiés. Les différences entre diverses composantes peuvent améliorer le fonctionnement de l'ensemble et renforcer la résilience du système global.



HABILITER LES PROTAGONISTES DU CHANGEMENT TRANSFORMATEUR

Tous les habitants de la terre méritent d'avoir la possibilité de profiter des fruits d'une société mondiale qui avance en harmonie avec le monde de la nature. Afin de créer une telle société, les populations partout dans le monde doivent être habilitées à participer aux processus constructifs qui lui donneront naissance. Développer la capacité chez des individus, des communautés et des institutions de contribuer efficacement au changement transformateur est donc un élément indispensable d'une action environnementale efficace.

Pour l'individu, cela implique de développer un éventail de capacités interdépendantes – scientifiques, techniques, sociales, morales et spirituelles. Les individus doivent être dotés d'une compréhension des faits et d'une maîtrise des méthodes, ainsi que des compétences, des attitudes et des qualités requises pour établir des modèles de vie

individuelle et collective plus sains et plus durables.

En termes de communautés locales, le développement des capacités implique l'enrichissement et le façonnement conscient de la culture. C'est à la communauté qu'incombe le défi de créer un environnement dans lequel les volontés des individus se mélangent, où les pouvoirs sont multipliés et se manifestent dans les efforts collectifs et dans lequel des expressions plus élevées de l'esprit humain sont révélées dans de nouvelles manières d'organiser les affaires de la société.

Une attention doit être également accordée au renforcement des structures organisationnelles. Des institutions dotées de capacités sont nécessaires à tous les niveaux pour pouvoir agir comme canaux par lesquels les talents et les énergies des individus et des groupes peuvent être exprimés au service du bien commun.

Un seul peuple dans une seule patrie mondiale (continué)

Dans les affaires humaines, la diversité de pensée, d'origine et d'approche sont tout aussi essentielles. C'est grâce à l'interaction de perspectives et d'expériences diverses que des degrés plus élevés de vérité peuvent être atteints et de meilleures compréhensions acquises. Autrement, une surabondance de points de vue et d'opinions similaires, à l'instar d'une dépendance excessive à une seule ressource naturelle, laisse un système exposé aux dangers et le rend vulnérable à l'effondrement.

Les contributions bien coordonnées et intégrées de populations toujours plus nombreuses seront nécessaires pour rééquilibrer les relations de l'humanité avec le monde de la

nature. Les présomptions de supériorité d'un groupe sur un autre, basées sur la nationalité, la race, la richesse ou toute autre caractéristique, ne peuvent qu'éroder les liens nécessaires pour générer un consensus et soutenir une action coordonnée. Le sentiment d'altérité mine invariablement la motivation à travailler pour le bien commun, qu'il soit social ou écologique.

L'humanité a souvent eu du mal à valoriser la diversité tout en travaillant à construire l'unité, à respecter et à protéger ce qui est particulier tout en puisant dans la force de ce qui est commun. La gestion du monde naturel offre un moyen puissant de réconcilier ces idéaux interdépendants.

« Nous devons constamment établir de nouvelles bases pour le bonheur humain et créer et promouvoir de nouveaux instruments à cette fin. »

— *Écrits saints bahá'ís*



Un seul peuple dans une seule patrie mondiale (continué)

PISTES DE RÉFLEXION

Les réalités environnementales pressantes exigent de l'humanité qu'elle intègre principes et action de manière de plus en plus judicieuse, en s'appuyant sur une approche du progrès axée sur les processus. Des mesures productives devraient être prises au plus vite au sein des systèmes actuels, en dépit de leurs limites, tandis que des fondements qui correspondent à de nouveaux paradigmes mieux à même de répondre aux besoins contemporains sont mis en place. À cette fin, ce document présente des propositions dans une perspective exploratoire, tirant son inspiration de situations où la communauté internationale n'a pas seulement imaginé un monde meilleur, mais a tenté d'agir en empruntant des voies jusque-là inexplorées. Ces expériences pratiques donnent un aperçu de ce qui devient possible lorsqu'il est permis au consensus et à l'action requise de transcender les scénarios dominants qui entravent le progrès vers un changement significatif.

L'un des moyens de renforcer le principe de l'unité de l'humanité qui pourrait être envisagé serait la mise en place de mécanismes qui évalueraient les répercussions mondiales des politiques nationales. Par exemple, un corps consultatif

international créé d'un commun accord pourrait évaluer ces répercussions au-delà des frontières nationales et recommander des modifications ou une restitution au besoin.

Au sein des structures actuelles, le renforcement du cadre juridique relatif au monde de la nature apporterait une cohérence aux régimes de la biodiversité, du climat et de l'environnement, et fournirait des bases plus solides pour une gestion commune de la planète. La communauté internationale est tout à fait capable d'intégrer ainsi les structures de gouvernance, et les expériences passées – qu'il s'agisse de progrès ou de revers – offrent des bases précieuses sur lesquelles s'appuyer. Les efforts déployés pour renforcer la cohérence entre l'engagement dans les domaines du maintien de la paix, de la médiation, des droits de l'homme, de la reconstruction et du développement à long terme, par exemple – la création de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies au nouvel agenda proposé pour la paix – comportent des premiers enseignements sur ce à quoi pourrait ressembler un processus d'harmonisation des efforts connexes.

Le consensus dans l'action

Faire avancer l'humanité vers une relation plus durable et harmonieuse avec le monde de la nature nécessitera un consensus solide et réalisable – conjugué à une volonté collective – sur les principes clés qui doivent façonner les affaires de la communauté internationale. Un certain niveau d'accord a été établi sur les principes fondamentaux comme la gestion, l'interdépendance et la justice. Mais de tels idéaux doivent encore s'imposer comme les fondements reconnus de l'action collective mondiale.

L'insuffisance des plans nationaux de réduction des émissions de carbone dans le cadre de l'Accord de Paris, à ce jour, en est un exemple notoire. Cet écart entre la rhétorique

et l'action est révélateur d'un défi plus important, à savoir que les principes liés à la durabilité ne sont pas suffisamment ancrés dans la conscience collective pour déterminer les choix et les comportements des nations.

Un consensus qui a bien été établi ne consiste pas seulement en un titre et une déclaration dans un texte sur une page, mais bien en une action coordonnée et collaborative ; sa pierre angulaire sont les actions, non les paroles. Un engagement fort en faveur de principes et de valeurs clés au niveau international aide les dirigeants nationaux et locaux à surmonter les obstacles qui surgissent inévitablement lors de la mise en œuvre des changements nécessaires. Il clarifie les

raisons pour lesquelles les nations se fournissent mutuellement les ressources nécessaires pour concrétiser les accords. Et il aide les sociétés à aller au-delà des objections fondées sur des intérêts limités ou égoïstes.

Il ne peut plus être demandé aux peuples du monde de tolérer la dissonance entre la signature d'accords et leur inexécution. L'action doit être cohérente avec les principes qui sont collectivement adoptés et défendus par tous. L'ordre international doit être placé dans des conditions qui permettent d'apporter concrètement des réponses planétaires aux défis planétaires.



PISTES DE RÉFLEXION

Le consensus autour d'objectifs mondiaux, tels que les Objectifs de développement durable (ODD), pourrait être plus solidement traduit en action en définissant le cadre de la consultation sur la base de la reconnaissance commune que chaque pays a encore beaucoup à apprendre sur l'intégration des impératifs de la durabilité et du développement, tout aussi importants l'un que l'autre. Certains pays ont assuré des niveaux élevés de développement matériel pour nombre de leurs citoyens, mais ont un impact écologique disproportionné en termes de ressources consommées et de déchets générés. D'autres ont une empreinte écologique beaucoup plus durable, mais ont encore besoin d'un développement matériel important pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens. L'objectif de chaque nation doit être de travailler pour le bien-être de toutes les populations par des moyens qui garantissent des relations durables et harmonieuses avec le milieu naturel. Se concentrer sur cet objectif universel apporterait un point d'unité important autour duquel le consensus peut être traduit en actions collectives et ciblées.

Créer un consensus applicable autour de normes morales et éthiques, ainsi que de normes climatiques et environnementales, peut contribuer à garantir que les principes priment sur le profit. Ce n'est pas un domaine inexploré pour la communauté internationale. Des leçons précieuses peuvent être tirées, par exemple, du processus de certification que les Nations unies ont établi pour freiner la circulation des diamants liés aux conflits. En dépit de ses lacunes, ce processus représente un exemple de consensus sur des facteurs éthiques et sociaux qui se traduisent en mesures concrètes d'analyse et de correction à différentes étapes de la chaîne de valeur d'un produit.



Redéfinir le progrès

Si la relation de l'humanité avec le monde de la nature doit être refondée, les notions de progrès, de civilisation et de développement devront être redéfinies. Des efforts dans cette direction, comme les budgets centrés sur le bien-être ou les indicateurs de progrès plus holistiques que le produit national brut, doivent être étendus et intensifiés, et les questions fondamentales approfondies. Quelles sont les qualités qui permettent de juger de la réussite d'une personne, d'une nation ou d'une société ? Pourquoi sont-ils félicités et appréciés ?

Aussi longtemps que les réponses à de telles questions sont données en fonction de valeurs qui priorisent les possessions plutôt que les relations ou l'acquisition plutôt que la responsabilité, un monde durable restera hors de portée. De telles valeurs, par leur nature même et leur effet sur l'esprit humain, incitent sans cesse à l'excès, à l'exploitation et à la dégradation. Elles donnent également lieu à des extrêmes flagrants de richesse aliénante et de pauvreté débilante. Ce n'est que dans la mesure où ces extrêmes sont rejetés que les profondes contradictions

qu'ils soulèvent – notamment l'aspiration à une croissance infinie sur une planète finie – peuvent être résolues. Et uniquement lorsque le progrès est compris en termes nouveaux, que les facteurs fondamentaux des crises environnementales actuelles peuvent être identifiés précisément et qu'un changement durable soit apporté.

Ce qu'il faut reconnaître à l'évidence, c'est qu'aucun pays n'a encore maîtrisé le processus du développement durable. Certaines formes d'industrialisation, de capacité technologique et de croissance macroéconomique ont souvent été assimilées au développement. Mais l'insatisfaction et les difficultés de multitudes vivant dans des zones traditionnellement considérées comme développées, sans compter les injustices auxquelles font face nombre d'autres populations dans le monde et la pression exercée sur le monde de la nature, démontrent que cette vision est au mieux incomplète et souvent fortement nuisible. Aucun modèle de vie et aucune vision de la société ne peuvent être adoptés comme modèle vers lequel toute l'humanité devrait aspirer.



REPENSER LES ACCORDS ÉCONOMIQUES

Des accords économiques modernes ont entraîné la dégradation des écosystèmes et l'appauvrissement de nombre de communautés locales et de la vie des individus. Les inégalités se creusent et les dommages inhérents à la création et à la satisfaction perpétuelles de besoins ont été irréfutablement démontrés. Établir le monde sur des bases plus durables sur le plan écologique nécessite une refonte de l'ordre économique mondial. Les peuples et la planète ont besoin d'être valorisés aussi explicitement aujourd'hui que le profit et le gain économique l'ont été dans le passé.

Tandis que les déséquilibres actuels sont en grande partie déterminés par de nombreuses formes d'excès, le principe de modération devra trouver une expression bien plus complète dans les accords mondiaux. Les concepts de contentement, de suffisance et de simplicité qui trouvent peu de place dans les paradigmes axés sur la croissance, devront être réformés et élargis. Les modèles de vie qui sont venus à être associés à une richesse extrême – par exemple, l'attachement au confort et au luxe, ou de hauts niveaux de consommation et de gaspillage – devront être mis de côté. Les notions fondamentales de progrès, de développement et de prospérité devront être redéfinies en des termes bien plus holistiques.

Le mouvement vers ces buts nécessitera que des accords économiques soient façonnés selon des valeurs plus élevées que leurs propres fins. L'expérience pratique des individus, des communautés, des entreprises et des nations ne laisse aucune place au doute : il y a une dimension morale inhérente à la production, la distribution et l'utilisation de la richesse et des ressources.

La vie collective de l'humanité est mise à mal lorsqu'un groupe pense à son propre bien-être de manière isolée par rapport à celle de ses voisins, ou lorsqu'il recherche le gain économique sans tenir compte de la manière dont le milieu naturel est affecté. Chaque choix laisse une trace. Les décisions économiques doivent ainsi être prises en accord avec des idéaux nobles. La richesse doit servir l'humanité. Rien ne justifie de continuer à perpétuer des visions, des structures, des règles et des systèmes qui ne parviennent manifestement pas à servir le bien commun.

« L'ajustement des conditions de vie doit être tel que la pauvreté disparaisse, que chacun, autant que possible [...] ait sa part de confort et de bien-être. »

— *Écrits saints bahá'ís*



PISTES DE RÉFLEXION

L'objectif de développement durable 17.19 (SDG 17.19) appelle au développement de mesures du progrès qui viendraient compléter le produit intérieur brut. C'est un objectif intéressant dont le secrétaire général des Nations unies s'est fait l'écho et qui devrait recevoir la priorité et les ressources requises. Des réunions internationales par exemple – qu'elles soient ad hoc ou inscrites au calendrier régulier des Nations unies – pourraient explorer des mesures complémentaires du point de vue de l'axe thématique propre à chacune.

Redéfinir le progrès (continué)

Élaborer une conception plus holistique du progrès nécessitera une compréhension élargie de nous-mêmes en tant qu'espèce, y compris des vérités sur l'esprit humain lui-même. La planète, ses peuples et ses créatures ont énormément souffert d'une mentalité matérialiste qui considère l'individu comme une unité économique purement intéressée, en concurrence avec d'autres pour accumuler une part toujours plus grande des ressources matérielles du monde. Cette caricature a été grandement rejetée au niveau de la théorie formelle comme simpliste et grossière. Cependant, de nombreux aspects de l'ordre mondial reposent encore sur ces hypothèses, qu'ils renforcent et accentuent souvent.

Une compréhension plus juste de la nature humaine comporterait des qualités et des attitudes comme la loyauté, le soutien mutuel, l'engagement pour la vérité et le sens des responsabilités, qui sont les blocs de construction d'un ordre social stable. Elle conduirait à des modèles qui éviteraient ou amélioreraient les maux du matérialisme réducteur, veillant à ce que notre poursuite de prospérité englobe les nombreuses autres facettes du bien-être individuel et collectif.

Redéfinir le progrès ne consiste pas à rejeter les réalisations légitimes du passé, mais à repousser les limites des réalisations encore à venir. Selon les nouvelles approches de la propriété et de l'utilisation, de nouvelles formes d'organisation urbaine, de nouvelles méthodes d'agriculture, de production d'énergie et de transport, les possibilités qui s'offrent à l'humanité sont vastes. Les saisir nécessitera de manifester de manière bien plus approfondie les réserves du potentiel humain latentes en chaque individu et les efforts combinés de l'humanité dans son ensemble. Mais les décennies à venir s'annoncent comme une période exceptionnellement riche et gratifiante de l'histoire de l'humanité. Aussi impressionnante que puisse paraître l'ampleur sans précédent des transformations nécessaires dans de nombreux secteurs de la société, elle offre la possibilité d'un grand essor de la créativité et de l'initiative humaines.

Outre le fait que les mesures doivent devenir de plus en plus holistiques, les conceptions contemporaines du progrès même doivent être réexaminées et, sous de nombreux aspects remaniées. À cette fin, un comité d'experts ou un organe similaire pourrait s'appuyer sur les efforts prometteurs déjà en cours, déterminer les questions à explorer, présenter des alternatives et définir les domaines qui sont prêts pour l'action. Le but ne serait pas un ensemble unique de conclusions, mais plutôt un processus continu de questionnement sur ce qu'inclut une civilisation prospère, et comment ses caractéristiques pourraient être valorisées et promues de manière appropriée. Un exemple riche d'enseignements à cet égard est l'adoption du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, lorsque la communauté internationale est parvenue à un large consensus sur le fait que le progrès mondial était mieux servi en éliminant l'utilisation de produits chimiques qui ont endommagé la couche d'ozone que par les gains financiers attendus du maintien de la vente de ces substances.

S'aligner sur des principes plus élevés

L'existence de l'humanité est régie non seulement par des forces physiques mais aussi par des lois sociales et morales de cause et effet. La cupidité est fondamentalement corrosive pour le bien commun, aussi habilement justifiée ou dissimulée soit-elle. Des actes de compassion désintéressée ont invariablement le pouvoir de motiver et d'inspirer, aussi simples ou isolés puissent-ils sembler.

De ce point de vue, la voie vers une relation plus harmonieuse avec la nature ne peut être un simple ajustement technologique. Elle doit également impliquer les communautés et les sociétés qui apprennent à s'aligner sur des principes plus élevés.

Libérer les qualités nobles latentes dans chaque individu a été une préoccupation centrale des enseignements et idéaux religieux depuis des millénaires. Il est difficile de nier que le fanatisme et le dogmatisme sectaire ont sapé les impératifs moraux et

éthiques qui sont au cœur de tant de traditions religieuses. Néanmoins, les communautés qui travaillent activement à mettre en pratique des valeurs transcendentes, pour le bien de tous, représentent un réservoir d'expérience précieuse qui mérite d'être examiné sérieusement.

« Le mérite de l'homme repose sur le service et la vertu, et non sur le déploiement des biens et des richesses » affirme Bahá'u'lláh, en donnant un exemple, parmi d'autres, d'une conception de l'identité personnelle et de l'interaction collective qui est fondée sur des valeurs qui vont au-delà de la seule prospérité matérielle. Comment de tels idéaux viennent insuffler la pensée et le comportement d'un nombre croissant de personnes, et comment ce processus peut être consciemment encouragé et accéléré, sont des questions d'une importance capitale pour le mouvement environnemental et pour l'humanité dans son ensemble.

PISTES DE RÉFLEXION

Il reste beaucoup à apprendre des modèles de la société qui accordent la priorité aux principes éthiques et favorisent activement leur développement et leur application dans toute une population. Établir dans chaque agence des Nations unies un axe d'apprentissage focal sur l'application pratique de principes moraux et éthiques, plutôt que de chercher simplement des solutions toutes prêtes, pourrait générer des connaissances sur la manière dont le progrès peut être promu dans tout l'éventail de l'expérience humaine.

Une alternative remarquable au paradigme du seul progrès matériel peut être trouvée dans l'importance que les multitudes de personnes dans le monde entier accordent à la transcendance de l'esprit humain et à son lien avec le divin. Beaucoup peut être appris d'une enquête systématique et scientifique sur des communautés qui apprennent à appliquer les principes spirituels – tels que l'altruisme, la solidarité avec d'autres et la gestion du monde de la nature – pour favoriser le progrès social à grande échelle. En plus de diverses initiatives des Nations unies déjà axées sur l'engagement avec des organisations confessionnelles, une telle enquête pourrait explorer des sources de motivation et d'inspiration alternatives, et l'impact qu'elles peuvent avoir sur le bien-être communautaire et environnemental.

LA SCIENCE ET LA RELIGION : DES SYSTÈMES COMPLÉMENTAIRES DE CONNAISSANCES ET DE PRATIQUES

Dans le travail pour la construction d'un monde plus durable, l'humanité a à sa disposition deux systèmes de connaissances et de pratiques qui se renforcent mutuellement : la science et la religion.

La recherche scientifique a été un instrument essentiel pour chercher à comprendre la réalité physique et pour mettre au point des solutions innovatives basées sur la recherche de la vérité et un engagement à apprendre. Associée à des valeurs telles que l'absence de préjugés et l'impartialité, elle a permis à l'humanité de séparer les faits des conjectures. Les capacités scientifiques – observer, mesurer, tester rigoureusement des idées – nous ont permis de développer une compréhension cohérente des lois et des processus qui régissent la réalité physique, ainsi que de mieux comprendre le comportement humain et le fonctionnement de la société. Loin d'être l'apanage des chercheurs et des

universitaires, les méthodologies de la recherche scientifique sont des outils que tout individu ou toute communauté peut utiliser.

Pour sa part, la religion fournit un cadre dans lequel des hauts idéaux peuvent être appliqués aux vies individuelles et à la vie de la société, pour le mieux-être de tous. Les principes spirituels animant les grandes religions du monde ont aidé des individus et des populations entières à appréhender les questions sur le sens, le but et la nature d'une bonne vie et d'une bonne société. Lorsque fidèles à ces idéaux, la religion constitue un rempart contre les idéologies du matérialisme qui réduiraient les êtres humains à de simples ressources à exploiter ou à des consommateurs à rassasier. À son plus haut niveau, la religion n'a pas seulement exhorté à des vertus comme l'intégrité, un bon caractère, la détermination élevée, la coopération et l'effort sacrificiel, mais

a rassemblé un nombre croissant de personnes autour de tels principes, unifiant des éléments disparates et donnant naissance à des communautés cohésives travaillant pour manifester des idéaux élevés en pratique.

Pris ensemble, la science et la religion fournissent des principes d'organisation fondamentaux grâce auxquels un progrès durable peut être réalisé. Quand les dimensions matérielles et spirituelles de l'humanité sont gardées à l'esprit, et qu'une attention particulière est accordée à la connaissance scientifique et spirituelle, la tendance à réduire le progrès humain à la consommation de biens, de services et de paquets technologiques est évitée. La science et la religion sont toutes deux essentielles pour libérer individus et communautés des pièges de l'ignorance et de la passivité. Elles sont toutes les deux indispensables à l'avancement de la civilisation.

« La religion et la science sont les deux ailes qui permettent à l'intelligence de l'homme de s'élever vers les hauteurs, et à l'âme humaine de progresser. Il n'est pas possible de voler avec une aile seulement. »

— Écrits saints bahá'ís





La justice comme processus et résultat

Les questions liées à la justice sont au cœur de toute conception authentique de l'unicité au niveau planétaire. Ces grandes souffrances ont résulté en une relation extractive de l'humanité avec le monde de la nature, qu'un petit nombre de personnes bénéficient de l'utilisation excessive des ressources de la terre au détriment de beaucoup d'autres, que les préférences immédiates l'emportent souvent sur les besoins fondamentaux des générations futures – tout cela révèle de profondes injustices envers les peuples et la planète.

Corriger de tels maux nécessitera en réponse un bilan honnête, ainsi qu'une créativité, une persévérance et une humilité. Les voix de ceux qui ont été désavantagés par l'ordre actuel devront occuper une place plus importante dans les processus de prise de décision à tous les niveaux. Il conviendra de solliciter les connaissances des populations qui entretiennent des relations plus harmonieuses avec le monde de la nature, dont beaucoup vivent dans des zones autres que les centres urbains. Diverses conceptions culturelles des relations de l'humanité avec le monde de la nature, en particulier celles des peuples indigènes, peuvent apporter les éclairages nécessaires à la création de modèles plus holistiques et durables pour les générations présentes et futures.

La justice exige un large éventail de résultats – par exemple, que les bénéfices de la civilisation humaine soient distribués avec équité ou que la responsabilité d'entreprendre les transitions nécessaires soit répartie à la lumière des contributions historiques des acteurs à la crise climatique actuelle. Mais la justice au niveau des résultats ne s'établit que par le fonctionnement de la justice au niveau du processus. Au niveau individuel, la justice exige l'impartialité dans ses jugements et l'équité dans sa façon de traiter les autres. Au niveau du groupe, elle est l'expression pratique d'une conscience du fait que les intérêts de l'individu et ceux de la société sont inextricablement liés. Elle exige également une norme de recherche de la vérité qui va bien au-delà des modèles de négociation et de compromis qui tendent à caractériser les relations d'aujourd'hui – un processus de consultation et de prise de décision qui est fondé sur des principes, la franchise et basé sur des faits.

À tous les niveaux, la capacité de faire preuve de justice – et de s'engager à le faire – doit être renforcée. Les relations justes et équitables sont les fondements indispensables de tout mouvement mondial unifié en faveur du bien commun.

PISTES DE RÉFLEXION

La justice exige une cohérence entre les paroles et les actes. Au-delà de la création de nouveaux organes ou de la conclusion de nouveaux accords, la communauté internationale doit donc faire du respect des promesses déjà faites, la clé de voûte de tous ses efforts futurs. De ce fait, elle peut aider à rétablir le capital de confiance qui s'est dangereusement amenuisé ces dernières années – la confiance dans les autorités élues, la confiance dans les médias d'information, la confiance dans les découvertes de la science et la confiance dans les engagements pris par les dirigeants du monde.

Au sein des structures actuelles, les accords mondiaux pourraient être rendus plus justes en établissant des moyens pour estimer et modéliser les effets que les politiques proposées auraient dans l'avenir. Une telle orientation prospective, comme on le voit par exemple dans la proposition d'un envoyé spécial des Nations unies pour les générations futures, et la mise à profit des leçons tirées des localités qui ont institué une telle approche aideraient à isoler la prise de décision des intérêts plus restreints des acteurs actuels et à prioriser l'équité et la gestion à moyen et long-terme.

L'APPRENTISSAGE EN TANT QUE MODE DE FONCTIONNEMENT

Une civilisation mondiale ayant une relation durable avec le monde de la nature n'a jamais existé. Poser ses fondations dans de nombreuses localités, et refléter un large éventail de circonstances sociales et écologiques, exige donc un processus d'apprentissage à l'échelle mondiale. Des exigences de base et des principes fondateurs ont été identifiés dans de nombreux domaines, allant des processus physiques aux cadres stratégiques. Toutefois, l'application judicieuse de principes à des cas spécifiques de transformation sociale est une chose qui ne peut être apprise que par l'expérience.

Faire de l'apprentissage un objectif central de l'action en faveur de l'environnement demande des habitudes et des comportements spécifiques. Quand on fonctionne dans un mode d'apprentissage, visions et stratégies sont maintes fois réexaminées. Les plans évoluent de manière organique avec le temps et sont modifiés à la lumière des mesures prises, de l'expérience générée et des leçons apprises. L'action est orientée vers les processus plutôt que d'être uniquement définie par des événements ou des projets. Les changements désordonnés sont évités et la continuité des efforts est maintenue.

L'apprentissage véritable repose autant sur les motivations et l'intention des acteurs que sur les structures et les processus. Une conférence internationale marquée par des préoccupations pour le statut et la réputation, ou le mérite et le blâme, par exemple, aura des difficultés à générer des réflexions utiles, peu importe le nombre de sessions consacrées au partage des meilleures pratiques ou des leçons tirées.

Une approche axée sur l'apprentissage nécessite également de comprendre le rôle des erreurs et des revers sur la voie du progrès. Alors que la méthode scientifique utilise pleinement la dialectique des essais et des erreurs, les processus internationaux sont souvent absorbés par la recherche du programme ou de la politique parfaites dès le départ. Cela doit être remplacé par une culture

d'exploration et une recherche sincère de solutions appropriées, en sachant parfaitement que toutes les parties concernées rencontreront parfois des revers et des ratés. L'humilité est un portail vers l'apprentissage.

Le principe de la consultation est essentiel au mode d'apprentissage dans l'action, compris comme un processus qui consiste à établir un consensus sur la vérité d'une situation et à déterminer le mode d'action le plus sage parmi les options disponibles. Dans un processus consultatif, les participants s'efforcent de voir au-delà leurs points de vue respectifs et de se comporter plutôt comme des membres d'un collectif ayant ses propres buts et objectifs. Dans un environnement caractérisé par la franchise et la courtoisie, les idées n'appartiennent pas à l'individu qui les émet mais au groupe dans son ensemble. La vérité n'est pas considérée comme un compromis entre des groupes d'intérêts opposés, et les participants ne sont pas non plus animés par le désir de se contrôler les uns les autres. Le but est de mettre à profit le pouvoir de la pensée et de l'action unifiées. Et les perspectives et aspirations de ceux dont les vies seront affectées par les décisions sont dans nos esprits à tout moment.

Bâtir des sociétés plus durables implique non seulement l'application de connaissances existantes, mais aussi la production de nouvelles connaissances. Une grande partie de ces connaissances prendra la forme de réflexions acquises par l'expérimentation au niveau local. Les premières observations peuvent consister en un peu plus que des comptes-rendus personnels d'acteurs sur le terrain. Mais avec le temps, des modèles émergent qui peuvent être documentés et analysés, menant à un corpus de connaissances de plus en plus riche, qui peut être diffusé de nouveau vers le terrain et utilisé pour orienter les efforts ultérieurs. Conçu de cette manière, l'apprentissage au sujet de la construction d'un monde durable ne devient pas seulement le domaine d'un groupe limité d'experts mais plutôt une entreprise qui repose sur la contribution des masses de l'humanité et qui les accueille.

« La connaissance est comme des ailes pour la vie de l'homme et une échelle pour son ascension. Il incombe à chacun de l'acquérir. »

— Écrits saints bahá'ís

Accepter le rôle de l'État

De nombreux acteurs ont un rôle à jouer dans la construction d'un monde plus durable. Les communautés locales peuvent faire beaucoup pour favoriser l'action collective et multiplier les capacités d'innovation de leurs membres. Les jeunes font constamment preuve d'ouverture d'esprit à l'égard de nouvelles façons d'organiser la société, d'une volonté d'apprendre par l'action en première ligne et d'une disposition à s'engager dans de nobles efforts et en faveur du bien-être des générations futures. Le commerce et l'industrie, en tant que piliers de l'ordre économique contemporain, peuvent prendre des décisions constructives dont les bénéfices se répercuteront dans les sociétés et les paysages dans le monde entier. Aujourd'hui, toutefois, le rôle du gouvernement national est unique et prééminent. À ce stade de l'histoire de l'humanité, l'État-nation est une des unités fondamentales de l'ordre politique mondial. Les États ont donc un rôle indispensable pour relever les défis environnementaux transnationaux.

Le mandat de l'État, comme responsable du bien commun, est de longue durée, transcendant les cycles électoraux et les mandats politiques. Une gouvernance efficace garantit la prospérité de tous au sein d'une juridiction, pour les générations à venir. L'État assume également la responsabilité cruciale de gouverner les biens communs, que ce soit à l'intérieur de ses propres frontières ou au-delà en collaboration avec d'autres institutions, par exemple, en gérant et en prenant soin des biens publics qui profitent à tous.

Les pleines capacités de l'État doivent être mises à contribution pour relever les défis environnementaux. Le changement d'industries entières dans divers secteurs de la société est le travail de décennies, impliquant de grandes quantités de ressources financières, d'emplois et d'infrastructures physiques. Le rôle du gouvernement sera donc essentiel au développement de plans à long-terme, les faisant avancer de manière méthodique dans le temps et créant les conditions dans lesquelles les progrès nécessaires deviennent réalisables.



Dans certains cas, cela pourrait prendre la forme de subside, d'indemnisation, d'ajustements réglementaires, ou d'autres moyens d'encourager l'action requise. À d'autres moments, le rôle du gouvernement et des dirigeants dans l'établissement de normes sera nécessaire – expliquer, encourager, louer et appeler à l'action. Dans l'ensemble, les institutions de gouvernance sont particulièrement bien placées pour encourager et soutenir la transition générationnelle.

Déterminer de nouvelles qualités et attitudes pour le leadership seront essentielles, si les États doivent répondre efficacement aux préoccupations environnementales. Le caractère personnel est central à cet égard et le progrès serait visible chez les dirigeants qui abordent le service public comme une responsabilité et non une voie pour le gain personnel, faisant preuve de responsabilité à des fins plus élevées que la victoire électorale ou l'avancement personnel, prenant des décisions qui sont difficiles mais alignées avec le bien commun. De tels exemples de courage moral se trouvent parmi les accomplissements les plus durables des dirigeants et resteront dans les mémoires longtemps après que les calculs de tout moment particulier ou climat politique auront été effacés.

Le pessimisme à l'égard du rôle de l'État s'est accru ces récentes années, et il est vrai que de nombreuses personnes ont souffert lorsque les gouvernements n'ont pas été en mesure ou n'ont pas voulu remplir leurs fonctions – quand le rôle d'établir des règles et des normes a été remis à ceux qui ont des intérêts particuliers ; quand la prestation de services a été privatisée de manière à subordonner le bien-être humain aux demandes de la recherche de profit ; quand la corruption et l'opportunisme politiques ont sacrifié le bien commun pour l'avantage personnel.

Cependant, de telles réflexions sont moins une condamnation du gouvernement lui-même qu'un rappel du pouvoir unique qu'il détient. Une bonne gouvernance permet au pouvoir de l'action d'être libéré au niveau de l'initiative individuelle et de monter au niveau de la volition collective. Une bonne gouvernance crée un contexte dans lequel le secteur privé, la communauté scientifique, la société civile et d'autres peuvent apporter leurs plus grandes contributions. Tous ont donc un intérêt à s'assurer que le gouvernement exécute, autant que possible, ses fonctions en tant que promoteur de la confiance publique.




LE LIEU DE LA PRISE DE DÉCISIONS

À une époque où les processus mondiaux sont ressentis de manière égale au sein des villages et dans tous les continents, une attention continue devra être portée pour déterminer un lieu de prise de décision approprié. À cet égard, le principe selon lequel les décisions devraient être prises à un niveau où les meilleurs résultats peuvent être obtenus est essentiel.

Respecter ce principe impliquerait, dans de nombreux cas, une décentralisation profonde du pouvoir et de l'autorité aux communautés locales et aux institutions gouvernantes. Les processus de prise de décision devront devenir beaucoup plus inclusifs, locaux et participatifs dans les années à venir. Chaque population a le droit et la responsabilité de tracer sa propre voie de progrès et chacune a une contribution vitale à apporter dans la construction d'une civilisation plus durable. De plus, l'expérience a démontré que sans un engagement de ceux dont les vies sont affectées, les programmes et les politiques peinent à s'enraciner dans les populations dont dépend leur mise en œuvre.

Pour compléter les tendances à la localisation, une prise de décision appropriée requiert que des mesures soient prises à des niveaux qui dépassent l'État-nation, lorsque nécessaire. De nombreux défis environnementaux ont une portée et des effets transfrontaliers, et ils ne peuvent donc pas être résolus par une législation au seul niveau national. Une préoccupation légitime pour les intérêts nationaux doit donc trouver son expression dans des structures mondiales qui facilitent une action efficace et coordonnée dans le but de servir une communauté internationale prospère. La seule manière viable de progresser repose sur un système de coopération mondiale qui se renforce.

L'efficacité des efforts à tout niveau dépend de la qualité et de la réciprocité des interconnexions entre eux. L'élaboration de politiques au niveau national ou mondial peut devenir abstraite et théorique – et donc potentiellement non pertinente ou contre-productive – si elle est déconnectée des conditions à la base. De même, les initiatives au niveau communautaire resteront limitées si elles ne sont pas connectées aux processus mondiaux soucieux de l'humanité dans son ensemble. Des structures seront donc nécessaires pour faciliter le transfert de connaissances et de réflexions générées par l'expérience pratique et l'analyse.



« [Le principe de l'unicité de l'humanité] insiste sur la nécessité de subordonner les impulsions et les intérêts nationaux aux revendications impérieuses d'un monde unifié ; elle refuse une centralisation excessive, d'une part, et rejette toute tentative d'uniformité, de l'autre. »

— *Écrits saints bahá'ís*

Accepter le rôle de l'État (continué)

PISTES DE RÉFLEXION

La responsabilité des États de faire progresser le bien-être de leurs peuples – qui repose en fin de compte sur la prospérité de l'humanité dans son ensemble – doit être primordiale dans l'élaboration des politiques publiques. Par conséquent, les forums de prise de décision doivent être structurés de manière à garantir que le progrès dynamique des États pour le bien commun l'emporte sur d'autres préoccupations plus limitées. De nombreux espaces dans lesquels les lois et les politiques sont déterminées aujourd'hui sont fortement influencés par d'autres acteurs motivés au moins en partie par des intérêts tels que l'accumulation de profits financiers ou de pouvoir politique. Des mécanismes sont donc nécessaires pour garantir que ces acteurs – qu'il s'agisse de sociétés multinationales, d'entités médiatiques, de plateformes technologiques, de groupes d'intérêts spéciaux, ou d'autres – ne seraient inclus que dans la mesure où leur participation favorise la durabilité à long-terme et renforce, plutôt qu'elle ne mine, les efforts de bonne foi des représentants du peuple. Dans le contexte des Nations unies, cela pourrait, par exemple, prendre la forme de politiques qui garantissent un traitement préférentiel ou une influence induue n'est pas accordée aux acteurs non-étatiques qui ont accès à des ressources financières colossales ou à d'autres ressources matérielles.

Les écarts entre l'ampleur de l'action nécessaire pour relever les défis climatiques et les mesures effectivement prises sont souvent attribués à une absence apparente de ressources financières. Pourtant, la mobilisation et la dépense prudentes de ressources pour le progrès du bien commun, à des échelles proportionnelles aux besoins concernés, sont une responsabilité fondamentale de l'État. Les institutions gouvernantes ont donc un devoir essentiel envers les générations actuelles et futures. Cette responsabilité confère aux États un mandat moral et éthique pour recueillir des ressources suffisantes pour répondre aux exigences pressantes et futures en tenant dûment compte des normes de justice, de capacités et de responsabilité. Cela nécessite encore que ces ressources soient dépensées dans la poursuite du bien-être de l'humanité – et non en subventionnant des modèles non soutenables ou destructifs de vie. Étendre ces responsabilités au niveau mondial, outre leurs implications évidentes pour la politique nationale, nécessiterait des ajustements significatifs aux accords économiques entre les pays, notamment en prenant des mesures nécessaires pour atténuer les disparités de richesse flagrantes et destructrices qui existent entre eux. Une variété de mesures a été proposée à cette fin depuis plusieurs décennies, comme un mécanisme pour assurer la coordination fiscale mondiale ou un cadre pour la régulation des flux financiers illicites. Si elles étaient judicieusement mises en œuvre, ces propositions pourraient grandement contribuer à une bonne utilisation du réservoir des ressources mondiales disponibles.

Le monde qui nous attend

Une civilisation prospère mondiale en harmonie avec le milieu naturel est une vision pour laquelle un nombre croissant de personnes travaillent. Le monde qui nous attend en est un d'intégration et d'équilibre, de beauté et de maturité. C'est un monde avec un sens redéfini du progrès, où communautés et individus travaillent ensemble avec le soutien d'institutions pour réaliser leurs plus hautes aspirations. C'est un monde de plus en plus libéré des compromis moraux destructeurs – sociaux, économiques et environnementaux – qui ont souvent été présentés comme étant nécessaires au progrès.

Le mouvement vers cette vision a commencé ; son élan prend de l'ampleur. Des ambitions élevées ont été exprimées et un appel à l'action a été fait à une échelle sans précédent. Pourtant, le rythme de la transformation n'a pas été, jusqu'à maintenant, à la hauteur des exigences du moment. L'éventail des options disponibles pour procéder aux ajustements nécessaires ne fera que se réduire si l'action est reportée à plus tard. L'humanité agira-t-elle en reconnaissant que son propre destin et celui de la planète sont irrévocablement liés ? Ou, faudra-t-il des calamités encore plus grandes pour la pousser à agir ?

Le contraste entre intention et action est l'un des défis principaux auxquels l'humanité fait face aujourd'hui. Ce fossé peut être comblé ; des individus, des communautés et des nations contribuent à cet objectif tous les jours. Cependant, pour que l'action prenne l'ampleur requise, un consensus et une volonté collective beaucoup plus forts parmi les nations est nécessaire quant aux valeurs exigées par le stade actuel de développement de l'humanité. Cela fait également appel à une plus grande détermination pour mettre ces valeurs en pratique, à renouveler son engagement en faveur de ce qui est bénéfique au bien commun et à rejeter tout ce qui se dresse sur la voie pour répondre à l'appel moral et pratique du moment. Il s'agit certes d'une grande entreprise, et ses bénéfices sont un héritage inestimable qui doit être laissé aux générations à venir. Unissons-nous pour répondre à ses exigences.



Crédits photo : pp. 4, 7, 16 : Communauté internationale bahá'íe ; p.4 en bas au centre : Jevtic, collection Agriculture via Getty ; p. 6 : Martha Moghbelpour ; p. 8 : pierluigipalazzi, collection Essentials via Getty ; tous les autres par Dana Allen.



Bahá'í International Community

Copyright © 2022 Bahá'í International Community

866 United Nations Plaza, Suite 120
New York, NY 10017, USA
www.bic.org